

EDITORIAL

Mal-gouvernance

LE monde des affaires ne s'étonne plus guère de l'impuissance de Benkirane à former son gouvernement. L'état économique du Maroc ne prête pas à l'optimisme qui devrait naturellement être celui d'une Nation remplie de jeunes.

Au contraire, les indicateurs de fond, ceux qui dessinent le Maroc des dix prochaines années, se sont terriblement dégradés: croissance du chômage des jeunes adultes, apparition d'un important chômage des ingénieurs, dégradation angoissante de la qualité des emplois, disparition des investissements...

Des acteurs aussi avertis que le gouverneur de la Banque centrale, le président des banques ou la patronne des patrons s'en étaient discrètement inquiétés au printemps 2016. Qu'ont-ils reçu en retour? De violentes attaques personnelles, dont l'origine gouvernementale n'a fait aucun doute.

Pourtant, au début 2012, le chef du gouvernement ne se comportait pas du tout ainsi, au contraire: il cherchait les avis des entrepreneurs et s'en félicitait ouvertement. Quel changement en quatre années seulement! Et ce alors que le tableau de bord a viré au rouge.

Avec tout le respect dû au chef du parti arrivé premier aux élections, on a du mal à croire que c'est ainsi qu'on compte redresser la politique économique et sociale du pays. Pendant ce temps, et comme si la crise de la mal-gouvernance n'était pas suffisante, la fiscalité sur les entreprises modernes et les revenus transparents vire au racket, pour maquiller les indicateurs, afin d'éviter que Rabat perde sa souveraineté comme cela lui est arrivé en 1983 et ce pour plus d'une décennie. Aujourd'hui, le risque de retomber dans une telle situation est évident. Mais le remède, ce racket fiscal, est pire que le mal.

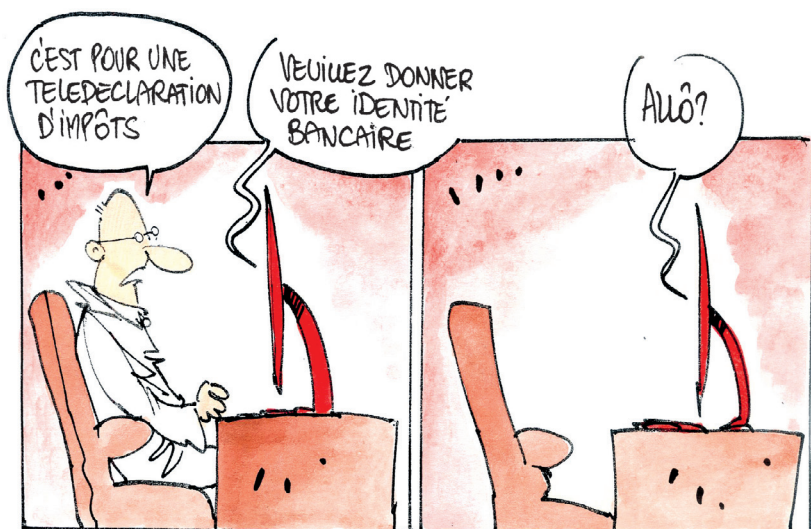
Là sont les vrais enjeux de la construction gouvernementale. Nulle part ailleurs. □

Nadia SALAH

Télédéclaration fiscale Le big-bang du 1er janvier

- Obligatoire pour tous les contribuables
- Un réseau de guichets partenaires du fisc
- Les forfaitaires hors champ

Voir page 9



RIK

Climat

Le Maroc lance son marché carbone

LE département de l'Environnement vient de lancer un méga-projet d'évaluation des instruments d'atténuation des gaz à effet de serre (GES). C'est le premier acte d'exécution du Partenariat pour la préparation du Maroc au marché du carbone. OCP, ONEE et les cimentiers viennent en tête de liste des secteurs

prioritaires dans l'effort de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. En attendant, au lendemain de la COP22, le comité de pilotage s'arrête sur les acquis et décortique la structuration des coûts avec, en exclusivité, la facture détaillée du Sommet de Marrakech. □

Voir pages 2 à 6

■ Samir: L'ordonnance de mise en vente prête

Voir De Bonnes Sources

■ Ces superprofs qui défient la crise de l'école

Voir Compétences & RH

■ Semaine décisive pour Benkirane

Voir page 21



(Ph. L'Economiste)

Les messages forts de Othman Benjelloun

Voir page 20